DE MAGNIFIQUES PERDANTS[1]

JOCELYN LÉTOURNEAU

Jocelyn Létourneau est un auteur primé et récipiendaire de subventions de recherche dépassant les 10 millions de dollars depuis le début de sa carrière, Il poursuit des recherches dans trois domaines principaux : la construction des identitaires collectifs ; les usages publics et politiques de l'histoire ; la formation de la conscience historique chez les jeunes. J. Létourneau a été professeur invité à l'Université de Genève, à l'Université de Bretagne-occidentale, à l'Université de Paris-13, à l'ÉHÉSS (Paris), à l'Université de Rosario (Argentine), à SUNY-Plattsburgh, à l'École doctorale d'Europe de l'Est (Bucarest) et à l'Université Yale, entre autres institutions.

La question n'est pas de savoir qui « nous » sommes comme peuple, mais d'exposer quel pays nous avons construit. Le nous en cause est la somme de tous ceux et celles qui, d'hier à aujourd'hui, comme individus, membres d'une communauté quelconque, autochtones, francophones, anglophones ou allophones, d'enracinement long ou d'arrivée récente, minorités visibles ou non, et qui encore, ont participé, à partir d'ambitions et de positions différentes, à l'édification de ce qu'on appelle depuis longtemps le Canada – nom qui pourrait être orthographié avec un K pour bien faire ressortir la présence initialisante des Premiers peuples dans l'expérience collective qui allait suivre.

Qu'avons-nous donc bâti comme pays ? Il est

1 Formule empruntée à Leonard Cohen.

inutile, pour réconcilier tout le monde autour d'un chaleureux feu de bois d'érable, de nier les tensions, conflits, hostilités, discriminations, rejets, etc., qui, depuis le début, ont marqué l'histoire du Canada. Les Canadiens peuvent bien, depuis un certain temps et en majorité, surtout à l'extérieur du Québec et hors des réserves autochtones et des « ghettos intérieurs », définir leur pays comme un havre de paix, de tolérance, d'ouverture, de compromis et d'inclusion, pour s'en tenir à ces attributs sympathiques, ils ne sont pas meilleurs que les autres.

Ou le sont-ils ? Le cas échéant, il faudrait se demander pourquoi le Canada est devenu ce qu'il est, soit un pays dont le « déficit d'historicité[2] » n'est pas lamentable, bien qu'il ait été et demeure déplorable à beaucoup d'égards.

Au-delà de toute autre cause, une raison fondamentale explique que le Canada soit devenu ce qu'il est, c'est-à-dire un pays attrayant pour ses habitants et attirant pour les immigrants. Il en est ainsi parce qu'historiquement aucun groupe constitutif du Canada n'a réussi à imposer, de manière totale ou finale, son dessein au destin du pays. Le Canada est en substance le produit de conquêtes inabouties, de domination ambiguës et d'assujettissements incomplets de la part de ses colonisateurs extérieurs et intérieurs[3]. Il est une réalité qui s'est développée comme la conséquence au fait que tous ceux qui ont cherché à le façonner suivant leur programme univoque ou unilatéral ont échoué. Le Canada est au fond un pays de « magnifiques perdants ».

J'aime cette expression, qui dans mon esprit ne renvoie pas à une condition misérable, mais à un statut honorable. Je l'utilise, non pour avancer que les Canadiens, quelle que soit leur grande culture d'appartenance, d'allégeance ou de conformité (anglophone, francophone ou autochtone), de dociles vaincus ou de médiocres abattus – à l'encontre des Américains par exemple, réputés superbes gagnants d'après leur roman national. Je dis magnifiques perdants au sens où, par suite des inattendus de l'histoire et de la puissance limitée des pouvoirs articulant l'expérience canadienne, mais à cause aussi des idées modérantistes de certains de ses leaders, il n'y a pas eu possibilité en ce pays, pour quelque groupe ou culture que ce soit, de dominer complètement, de disposer entièrement ou de contrôler pour de bon la donne nationale, malgré le caractère inégal, mais non complètement bancal, de la relation réciproque des parties composant le pays. En fait, l'expérience historique canadienne n'a sacré aucun vainqueur entier ou définitif. Au contraire, les prétendus « vainqueurs » se sont souvent retrouvés cocus du temps passant alors que les « vaincus », dépossédés, humiliés ou obéissants, ont fini par agir depuis les interstices inoccupés,

2 Le déficit d'historicité conceptualise l'écart qui existe entre ce qu'est réellement le Canada et ce qu'il aurait pu être s'il s'était développé idéalement. De quelle idéalité parle-t-on ici ? Imaginons un état proche du paradis…

3 Peter H. Russell, *Canada's Odyssey. A Country Based on Incomplete Conquests*, Toronto, UTP, 2017. Je ne prétends pas suivre assidument l'argumentation de l'auteur ; son idée générale me semble toutefois juste.

ignorés ou négligés par les pouvoirs dominants, et se relever[4].

Il s'ensuit que le Canada demeure – malheureusement pour plusieurs, qui préféreraient que le pays soit enfin arrivé à destination et boulonné au temps éternel par de solides crampons – un *work in progress*. Le Canada est un État de tension et de frictions. Si sa stabilité s'appuie sur d'importants textes de lois, régénérés en 1982 à la suite d'une opération politique alambiquée qui n'a fait ni gagnant total ni perdant complet, mais plusieurs frustrés, ce qui s'inscrit bien dans la tradition canadienne des *beautiful losers*, le cheminement du pays reste néanmoins le produit de petites dynamiques empiriques plutôt que le fruit d'une grande Idée théorique. C'est autour de tables et par le verbe, non dans la rue et par le sabre, que se règlent ou que sont reportés ou absorbés les discordes, divisions et antagonismes qui marquent le pays, avec les contrariétés et lassitudes découlant de pareil mode de condensation des problèmes.

Quelles sont les constantes qui, offrant au pays une certaine continuité et assiduité à travers ses oscillations et perturbations, marquent le Canada jusqu'à maintenant ? Le dédain de la violence, le refus des radicalismes, la primauté du politique et la recherche d'arrangements complexes constituent quatre piliers importants sur lesquels s'est élevé le pays. La ligne de fond du Canada est celle de la mesure. À cette donne, on le sait, il y a eu de multiples déviations et beaucoup de distorsions. L'historien a le devoir de les rappeler – toutes. Mais celles-ci apparaissent comme autant de digressions ponctuelles, sorte de hoquet récurent, par rapport à ce qui caractérise foncièrement le pays, soit la retenue obligée, précipité des rapports de force liés aux interdépendances contraintes qui ont gravé, mais non grevé, le destin kanadien.

Considéré comme une condition blême par bien des idéalistes, le « juste milieu canadien » ne tient pas de l'essence ou de la quintessence. Il n'a rien à voir avec quelque principe bon-ententiste. Il s'est plutôt imposé à la suite d'expériences infructueuses ou traumatisantes de démesures, expériences ayant entraîné dans leur sillage une prise de conscience – souvent lente, molle et tortueuse – des contrecoups néfastes à l'outrance et le développement conséquent d'une culture politique de la pondération, que veulent préserver l'immense majorité des Canadiens, *nolens volens*.

À nouveau, l'idée n'est pas de nier que l'expérience historique canadienne a été ponctuée d'abus ou d'exhorbitances. Il y a eu au Canada, après que les Français eurent renoncés à leur entreprise de conquête des Autochtones, qui se querellaient aussi, tentative des Britanniques, puis de leurs héritiers *Canadians*, d'imposer un projet global de domination sur un territoire à coloniser et à nationaliser,

4 La remontée des Premiers Peuples au rang de sujets collectifs écoutés et respectés a été longue et ardue. Leur intégration à la cité canadienne est toutefois amorcée ; reste à voir jusqu'où elle ira au-delà des bonnes intentions. Côté francophone, je ne suis pas certain, sauf à charrier, que la phrase fameuse écrite par Gabrielle Roy (« Quand donc ais-je pris conscience pour la première fois que j'étais, dans mon pays, d'une espèce à être traitée en inférieure ? » – nous sommes dans les années 1910), pourrait être prononcée aujourd'hui. Inférieur n'a plus de sens. La situation n'est pas pour autant enviable. Par quel mot ramasser la condition française dans le Canada hors-Québec, incluant celle des Acadiens au Nouveau-Brunswick ? Ignorée ? Négligée ? Mésestimée ? Snobée ? Sacrifiée ? Toutes ces réponses sont bonnes ? L'anglo-conformité canadienne peine à admettre la discordance francophone tout en sachant qu'elle n'a d'autre choix que de faire avec.

c'est-à-dire à uniformiser. Bien que l'on ne puisse minimiser les effets pernicieux de ce projet, il a failli plus qu'il n'a réussi. Lorsqu'on observe la situation canadienne depuis le belvedère de notre contemporanéité, il faut admettre que l'histoire du Canada est celle de la réduction (avortée) des Premiers peuples et des Métis, celle de la provincialisation (manquée) des francophones, celle de la diminution (ratée) des non-Blancs[5] et celle de la nationalisation (loupée) du pays, à quoi l'on pourrait ajouter celle de la relégation (déboutée) des femmes.

Pour ramasser le Canada comme un Tout malgré ses désunions, on a instauré, dans les années 1970, la politique du multiculturalisme en la présentant comme un cadre adapté à la « diversité » du pays. Le multiculturalisme est en vérité une nouvelle manifestation de la réalité des magnifiques perdants. Il est un aveu de défaite des pouvoirs prétendants face à la résilience, à la résistance et à la persistance des groupements endurants, qui n'ont jamais cédé devant les ambitions, impositions et exactions des puissants. En un sens, le multiculturalisme canadien, associé comme il se doit (on l'oublie souvent…) aux concepts de fédéralisme, de bilinguisme, de provincialisme, de régionalisme, d'individualisme démocratique et même de nationalisme, toutes expressions de l'éclatante complexité canadienne et de son irréductibilité, exprime la reconnaissance du fait qu'il n'y a pas moyen de fondre le pays dans une matrice où le Tout avalerait ou dissoudrait entièrement ou finalement ses parties.

Pour unifier le Canada et le fortifier, on a aussi, en 1982, actualiser la *Loi constitutionnelle de 1867* en y adjoignant une charte des droits et libertés de la personne. Pierre Elliott Trudeau entendait caler l'identité canadienne dans un projet politique tourné vers l'avenir et purgé de ce qu'il estimait être les démons malheureux du Canada (le tribalisme, l'ethnicisme, le nationalisme, le provincialisme, le séparatisme, le régionalisme et l'identitairisme), tous sectarismes hérités du passé selon lui. Si, par son action, Trudeau a raffermi la situation canadienne, particulièrement tendue dans les années 1960 et 1970, il a perdu son pari de refonder le pays au-delà de son historicité. Non seulement n'a-t-il pas éliminé les vecteurs structuraux de désunion nationale, qui alimentent toujours la dynamique canadienne, bien que dans un cadre régulateur resserré, mais il a ouvert la voie à l'amplification du phénomène diversitaire au Canada, ce qui n'a pas forcément été mauvais. De nombreuses minorités ont pu s'intégrer à la cité et s'élever au rang de composantes reconnues du corps politique. Le nombre de « magnifiques perdants » n'a fait qu'augmenter, plombant en apparence la consolidation du Canada comme État. En pratique, la reproduction du Canada comme pays n'a pas été altérée. Il faut comprendre pourquoi. La possibilité du Canada, si ce n'est la source de sa viabilité et de sa vitalité, réside dans la capacité de ses leaders à laisser s'exprimer les désunités du pays dans l'arène politique en leur offrant des modes de conjugaison acceptables, c'est-à-dire inévitablement équivoques et baroques. Quoi qu'on dise, c'est ce qui s'est passé depuis un demi-siècle, une fois les décideurs assemblés derrière la scène et condamnés à faire fonctionner un pays dont on a

5 Il persiste au sein de la société canadienne des formes hypocrites, dites systémiques, de racisme, qui relèvent de l'abject. La relance des Noirs est toutefois un phénomène indéniable, à l'encontre de ce qui se passe aux États-Unis, où l'idée voulant que le contrat social repose sur un insidieux contrat racial est, depuis 2018, farouchement récusée par de larges segments de la droite.

souvent dit qu'il était « sans bon sens ».

Le défi de Justin Trudeau, actuel timonier du Canada, n'est pas de larguer l'héritage compliqué du pays. Il s'agit de faire avec la discordance canadienne, magnifiquement incompressible, et de l'associer à des formes politiques originales en ne se laissant pas distraire par tous ceux qui, fatigués de négocier la *kanadianité*, cherchent à la transformer en simple diversité, sophisme d'évitement plutôt que canevas d'acquiescement des désunités constitutives du pays, ou à la sublimer dans une grande unanimité et uniformité canadianne, scénario retors plutôt que devis porteur d'avenir pour le Kanada.